



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/251
24 septembre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session

ORDRE DU JOUR DE LA QUARANTE-HUITIEME SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Adopté par l'Assemblée générale à sa 3e séance plénière,
le 24 septembre 1993

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation de la Bulgarie.
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.
3. Pouvoirs des représentants à la quarante-huitième session de l'Assemblée générale :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Election du Président de l'Assemblée générale.
5. Election des bureaux des grandes commissions.
6. Election des vice-présidents de l'Assemblée générale.
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies.
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : rapports du Bureau.
9. Débat général.
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation.
11. Rapport du Conseil de sécurité.
12. Rapport du Conseil économique et social.
13. Rapport de la Cour internationale de Justice.
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique.
15. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux :
 - a) Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
 - b) Election de dix-huit membres du Conseil économique et social;
 - c) Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice.
16. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections :
 - a) Election de vingt-neuf membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - b) Election de douze membres du Conseil mondial de l'alimentation;
 - c) Election de vingt membres du Comité du programme et de la coordination;

- d) Election du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
- 17. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations :
 - a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Nomination de membres du Comité des contributions;
 - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements;
 - e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies;
 - f) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale;
 - g) Nomination de membres du Comité des conférences;
 - h) Nomination d'un membre du Corps commun d'inspection;
 - i) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
- 18. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
- 19. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies.
- 20. Quarante-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.
- 21. Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine.
- 22. Université pour la paix.
- 23. Programmes et activités en faveur de la paix dans le monde.
- 24. Nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90.
- 25. Question de l'île comorienne de Mayotte.
- 26. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.
- 27. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes.
- 28. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain.

29. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique.
30. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique.
31. La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti.
32. Retrait total des forces militaires étrangères des territoires des Etats baltes.
33. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres.
34. La situation au Moyen-Orient.
35. Question de Palestine.
36. Droit de la mer.
37. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud.
38. Elimination de l'apartheid et instauration d'une Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale.
39. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe.
40. La situation en Amérique centrale : processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement.
41. Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre.
42. La situation en Bosnie-Herzégovine.
43. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine.
44. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence de l'Organisation des Nations Unies.
45. Assistance internationale pour le relèvement et la reconstruction du Nicaragua : séquelles de la guerre et des catastrophes naturelles.
46. Question des îles Falkland (Malvinas).
47. Célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies en 1995.

48. Déclaration de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste.
49. L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales.
50. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement.
51. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies.
52. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.
53. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale.
54. Question de Chypre.
55. Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression irakienne contre le Koweït.
56. Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes.
57. Interdiction de mettre au point et de fabriquer de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive : rapport de la Conférence du désarmement.
58. Réduction des budgets militaires :
 - a) Réduction des budgets militaires;
 - b) Transparence des dépenses militaires.
59. Respect des accords de limitation des armements et de désarmement.
60. Education et information en matière de désarmement.
61. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques).
62. Les progrès scientifiques et techniques et leurs incidences sur la sécurité internationale.
63. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et d'autres domaines connexes.
64. La vérification sous tous ses aspects, y compris le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification.

65. Amendement du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau.
66. Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
67. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient.
68. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud.
69. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes.
70. Prévention d'une course aux armements dans l'espace.
71. Désarmement général et complet :
 - a) Notification des essais nucléaires;
 - b) Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi d'armes radiologiques;
 - c) Interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armement;
 - d) Interdiction de déverser des déchets radioactifs;
 - e) Relation entre le désarmement et le développement;
 - f) Désarmement régional;
 - g) Transparence dans le domaine des armements;
 - h) Transferts internationaux d'armes;
 - i) Désarmement classique à l'échelon régional.
72. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale :
 - a) Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement;
 - b) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires;
 - c) Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement;
 - d) Gel des armements nucléaires;
 - e) Mesures de confiance à l'échelon régional;
 - f) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le

désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes.

73. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire :
 - a) Rapport de la Commission du désarmement;
 - b) Rapport de la Conférence du désarmement;
 - c) Etat des accords multilatéraux dans le domaine du désarmement;
 - d) Conseil consultatif pour les questions de désarmement;
 - e) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement.
74. Armement nucléaire d'Israël.
75. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.
76. Question de l'Antarctique.
77. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée.
78. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix.
79. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale.
80. Maintien de la sécurité internationale.
81. Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco).
82. Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique.
83. Effets des rayonnements ionisants.
84. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace.
85. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.
86. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés.

87. Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects.
88. Questions relatives à l'information.
89. Science et paix.
90. Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies.
91. Développement et coopération économique internationale :
 - a) Commerce et développement;
 - b) Mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés;
 - c) Participation effective et intégration des femmes au développement;
 - d) Coopération économique et technique entre pays en développement;
 - e) Environnement;
 - f) Désertification et sécheresse;
 - g) Etablissements humains;
 - h) Science et technique au service du développement;
 - i) Esprit d'entreprise;
 - j) Intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale.
92. Crise de la dette extérieure et développement.
93. Coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement.
94. Activités opérationnelles de développement :
 - a) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - b) Fonds d'équipement des Nations Unies;
 - c) Activités de coopération technique des Nations Unies;
 - d) Programme des Volontaires des Nations Unies.

95. Coopération internationale pour la croissance économique et le développement :
 - a) Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement;
 - b) Application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement.
96. Conférence internationale sur la population et le développement.
97. Conférence internationale sur le financement du développement.
98. Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles.
99. Application des décisions et recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement :
 - a) Elaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou par la désertification, en particulier en Afrique;
 - b) Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats en développement insulaires;
 - c) Utilisation durable et conservation des ressources biologiques marines en haute mer : Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrateurs.
100. Programmes spéciaux d'assistance économique.
101. Assistance internationale pour le redressement économique de l'Angola.
102. Aide à la reconstruction et au développement d'El Salvador.
103. Coopération et assistance internationales en vue d'atténuer les conséquences de la guerre en Croatie et de faciliter le relèvement de ce pays.
104. Mise en valeur des ressources humaines.
105. Renforcement de la coopération internationale et coordination des efforts déployés pour étudier et atténuer le plus possible les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl.
106. Formation et recherche : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.
107. Elimination du racisme et de la discrimination raciale.

108. Droit des peuples à l'autodétermination :

- a) Droit des peuples à l'autodétermination;
- b) Exercice effectif du droit à l'autodétermination par l'autonomie.

109. Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille.

110. Prévention du crime et justice pénale.

111. Promotion de la femme.

112. Contrôle international des drogues.

113. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires.

114. Questions relatives aux droits de l'homme :

- a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme;
- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens qui s'offrent de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales;
- c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux.

115. Situation des droits de l'homme en Estonie et en Lettonie.

116. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies.

117. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe.

118. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies.

119. Moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes.

120. Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes :

- a) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;

- b) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
- 121. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies.
- 122. Budget-programme de l'exercice biennal 1992-1993.
- 123. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995.
- 124. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies.
- 125. Corps commun d'inspection.
- 126. Plan des conférences.
- 127. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies.
- 128. Régime commun des Nations Unies.
- 129. Régime des pensions des Nations Unies.
- 130. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient :
 - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement;
 - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban.
- 131. Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola.
- 132. Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité :
 - a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït;
 - b) Activités diverses.
- 133. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.
- 134. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador.
- 135. Financement de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge.
- 136. Financement de la Force de protection des Nations Unies.
- 137. Financement de l'Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM II).

138. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies :
 - a) Financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies;
 - b) Reclassement du Bélarus et de l'Ukraine dans le groupe d'Etats Membres visé au paragraphe 3 c) de la résolution 43/232 (S.2) de l'Assemblée générale.
139. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international.
140. Mesures visant à éliminer le terrorisme international.
141. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international.
142. Décennie des Nations Unies pour le droit international.
143. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-cinquième session.
144. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-sixième session.
145. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte.
146. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation.
147. Convention sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens.
148. Demande d'avis consultatif adressée à la Cour internationale de Justice.
149. Financement de l'Opération des Nations Unies au Mozambique.
150. Octroi à l'Organisation de coopération économique du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale.
151. Perspectives et participation : une initiative des Nations Unies.
152. Question de la responsabilité des attaques lancées contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé et mesures de nature à permettre que les responsables de ces attaques soient traduits en justice.
153. Octroi à la Cour permanente d'arbitrage du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale.
154. Bureaux provisoires des Nations Unies.
155. Assistance au déminage.

156. Rationalisation des travaux et réforme de l'ordre du jour de la Première Commission.
157. Octroi au Parlement latino-américain du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale.
158. Octroi à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale.
159. Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.
160. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.
161. Examen de la procédure prévue à l'article 11 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies.
162. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie.
163. Budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991.